

OTAN

Armes et corruption à Capellen

Fabien Grasser

D'anciens employés de l'Otan reconvertis en agents corrupteurs, des enveloppes de cash échangées dans des hôtels et des poursuites opportunément abandonnées fournissent les ingrédients d'un vaste scandale de corruption sur des marchés d'armement, au centre duquel se trouve l'Agence Otan de soutien et d'acquisition (NSPA), à Capellen.

Le média d'investigation français « La Lettre » le relève malicieusement dans son enquête consacrée à la corruption au sein de la NSPA, le centre logistique de l'Otan, situé à Capellen : en décembre 2021, l'instagrameuse albanaise Alba Danaj racontait à Paperjam être chargée des relations publiques d'Alrescha Luxembourg, l'entreprise qu'elle avait fondée deux ans plus tôt avec son mari, Scott Willason. « Son niveau de vie lui permet d'avoir accès aux maisons de luxe qu'elle admire, comme Chanel ou Dior », commentait alors l'auteure de cet article consacré à la mode.

Depuis, le couple a déménagé à Lugano et Alba Danaj est devenue, en juillet, seule gérante et administratrice de la société luxembourgeoise. Une dizaine de jours plus tôt, son mari était sorti de la prison suisse où il était incarcéré depuis le 13 mai. Il avait été interpellé lors d'un coup de filet et d'une série de perquisitions menés dans sept pays (Suisse, Belgique, Espagne, Roumanie, Pays-Bas, États-Unis et Luxembourg). Huit personnes avaient été arrêtées pour soupçon de corruption, dont cinq anciens cadres de la NSPA. L'affaire a été révélée ce 20 octobre par les journaux français « La Lettre », belges « Le Soir » et « Knack », ainsi que par le site d'infos néerlandais Follow the Money.

L'ancienne Namsa, qui emploie plus de 1.500 personnes à Capellen, grossit depuis que Trump exige de ses alliés une hausse de leurs budgets militaires. Elle fait en quelque sorte office de centrale d'achat pour les 32 États membres de l'Otan, veillant à l'interopérabilité des équipements de chaque armée. De 3 milliards d'euros en 2023, ses achats de matériel sont passés à 7 milliards en 2024 et devraient atteindre près de 10 milliards cette année. De la munition de fusil d'assaut aux aéronefs, en passant par le carburant, la NSPA voit son offre s'étoffer au fil des ans. Pour les fournisseurs, figurer dans son catalogue peut s'avérer juteux.

Les procédures et les normes techniques exigées sont cependant complexes, et c'est là qu'interviennent

fréquemment d'anciens agents de la NSPA, reconvertis en consultants dans le privé. C'est le cas de Scott Willason. Cet Américain a quitté l'agence en 2019 et s'est alors accordé avec Ismail Terlemez, un ressortissant turc toujours en poste à la NSPA. La justice américaine leur reprochait d'avoir perçu plus d'un million de dollars de pots-de-vin dans un marché d'explosifs, entre une société italienne et l'armée américaine.

Les alertes écartées par la NSPA

Les médias détaillent aussi comment des dirigeants de l'entreprise grecque Global Defense Logistics, spécialisée dans la fourniture de carburants aux marines militaires, ont tenté d'acheter directement des marchés à des cadres de la NSPA en leur glissant des enveloppes de cash, lors de rendez-vous dans des hôtels, notamment au Luxembourg. Dans un autre volet, Guy Moeraert, ex-employé de la NSPA et ancien militaire belge, est soupçonné « d'avoir touché d'importantes commissions sur des achats de drones, de munitions et d'équipements d'avion entre 2019 et 2020 », relate « La Lettre », précisant qu'il était également en relation avec la société Alrescha de Scott Willason.

Si le Belge croupit toujours en prison, Scott Willason a été libéré en juillet. Tout comme Ismail Terlemez, dont la carrière a connu une ascension fulgurante depuis qu'il a, à son tour, quitté la NSPA, en 2020. Il est désormais à la tête d'Arca Defense, un géant industriel turc de l'armement et gros fournisseur en obus de l'armée américaine. L'enquête menée par la justice américaine a été classée par la procureure adjointe Gail Slater, ancienne collaboratrice de Donald Trump et JD Vance. « La Lettre » note que Willason et Terlemez ont été libérés après « une rencontre à huis clos entre le président Donald Trump et son homologue Recep Tayyip Erdogan à La Haye, le 25 juin, en marge du sommet de l'Otan ».

Les marchés truqués divulgués par l'enquête journalistique portent sur des centaines de millions de dollars. Ces agissements avaient fait l'objet de nombreux signalements, mais la NSPA, dirigée par l'Américaine Stacy Cummings, avait « limité les audits et écarté les lanceurs d'alerte », affirme « La Lettre ». Sollicitée par les médias, la porte-parole de l'Alliance atlantique s'est contentée de répondre que « l'Otan a une tolérance zéro pour la fraude ou la corruption ». Tant mieux.

Assurances-vie : et encore merci Macron !

(fg) – L'instabilité politique en France fait le bonheur des assurances luxembourgeoises. Dans un article largement relayé par les médias français, le « Financial Times » rapporte qu'en 2024, les investissements de client·es français·es en assurances-vie luxembourgeoises ont gonflé de 54 %, à 13,4 milliards d'euros. Le même phénomène s'observe en direction de la Suisse, mais dans une bien moindre proportion. Cet afflux sans précédent se poursuit en 2025, indiquent des professionnel·les du secteur, interrogé·es par le quotidien économique britannique. L'élan vers les assurances-vie luxembourgeoises est avant tout motivé par la recherche de stabilité et de sécurité, face à une crise politique devenue permanente dans l'Hexagone depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée par Emmanuel Macron en juin 2024. L'investissement dans une assurance-vie luxembourgeoise, qui nécessite un placement initial de 250.000 euros, ne présente pas de réel avantage fiscal par rapport à la France. Mais les candidat·es à l'exil patrimonial veulent néanmoins se prémunir d'une possible hausse des impôts sur les grandes fortunes, alors que leur imposition a très fortement diminué depuis 2018 et l'accession d'Emmanuel Macron au pouvoir. La question figure au centre de l'agenda des discussions budgétaires en cours, la gauche exigeant une plus grande justice fiscale, les plus riches payant moitié moins d'impôts que le reste de la population. En attendant, les compagnies d'assurance luxembourgeoises disent merci à Emmanuel Macron.

Rechte treiben Parteien der Mitte vor sich her

(tf) – Es ist ein nicht tot zu bekommendes Argument des bürgerlichen Lagers: Man müsse die Wähler*innen rechtsextremer Parteien ernst nehmen und ihnen in Punkten wie der Migrationspolitik entgegenkommen, um einen weiteren Aufstieg der Rechten zu verhindern. Eine soeben im „European Journal of Political Research“ erschienene Langzeitstudie zeigt einmal mehr: das Gegenteil ist der Fall. Zum einen profitieren rechtsextreme Parteien bei den Wahlen enorm, wenn „Mainstream-Parteien“ einzelne ihrer Argumente übernehmen, zum anderen sickert die rechtsextreme Agenda immer umfassender in die Programmatik der Parteien der Mitte ein. Die Studie hat die Entwicklung in Deutschland seit den 1990er-Jahren untersucht und kommt zu dem Schluss, dass insbesondere kulturelle Themen, die der extremen Rechten zuzuordnen sind, zunehmend die Kommunikation der Mainstream-Parteien prägen. Gerade in Fragen der Migration, Integration und des Rassismus nähern sich die Agenden der Parteien der Mitte und der extremen Rechten an. In Deutschland lässt sich das derzeit gut an der vom christdemokratischen Bundeskanzler Friedrich Merz losgetretenen „Stadtteil“-Debatte sehen. Hatte vor zwei Jahren ein Treffen Rechtsextremer in Potsdam zum Thema „Remigration“ noch bundesweit für Aufregung gesorgt, wird mittlerweile eifrig etymologische Forschung betrieben, um den Begriff zu legitimieren, der, wie es in der „Frankfurter Allgemeinen Zeitung“ am vergangenen Donnerstag hieß, „von der AfD gekapert und ihr bereitwillig überlassen“ worden sei. Worte wie „Remigration“ oder „Stadtteil“ fungieren in den derzeitigen Debatten jedoch nicht als sozialwissenschaftliche Begriffe, sondern als kulturelle Codes, die das geneigte Publikum als „Ausländer raus“ zu dechiffrieren weiß.

Halbgares Engagement gegen Kernkraft

(ja) – Die Luxemburger Regierung will nicht gegen das Taxonomie-Urteil des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) in Berufung gehen. Gemeinsam mit Österreich hatte Luxemburg gegen die Aufnahme von fossilem Erdgas und Kernkraft als „grüne“ Investition in das Klassifizierungssystem der EU für nachhaltige Finanzen (kurz: EU-Taxonomie) geklagt (woxx 1732). 2022 hatte die EU-Kommission eine entsprechende Einstufung vorgenommen, die der EuGH im vorigen Monat in seinem Urteil bestätigte. Luxemburgs juristisches Engagement sei damit in dieser Sache beendet, wie Energieminister Lex Delles (DP) in der Antwort auf eine parlamentarische Anfrage von Dan Biancalana und Franz Fayot (LSAP) erklärte. Delles unterstrich jedoch im Namen der Regierung, dass man Kernkraft weiterhin nicht als sichere Energiequelle sehe, die Abfallfrage ungelöst sei und die Kosten und Bauzeiten der Reaktoren es erschweren, Klimaziele zu erreichen. Die Regierung interveniere außerdem bei den französischen und belgischen Autoritäten, mit dem Ziel, die Risikoreaktoren in Cattenom, Tihange und Doel zu schließen. Konkrete Aktionen in diese Richtung stehen jedoch bislang noch aus. Obwohl Frankreich eifrig an Plänen für Laufzeitverlängerungen (woxx 1783) feilt und auch den Bau neuer Reaktoren (woxx 1823) in Cattenom ins Auge fasst, hat die CSV-DP-Koalition bisher nichts unternommen.